

25 mars 1821 : un archevêque islamophobe a lancé le glorieux soulèvement des Grecs contre la barbarie turque !

écrit par Antiislam | 25 mars 2021



S'il est des dates sinistres comme la prise de Constantinople (29 mai 1453), il en est, aussi, de glorieuses comme le 25 mars 1821, date du soulèvement des Grecs face au colon musulman turc.

Quand des «philhellènes» romantiques soutenaient la Grèce face à l'Empire ottoman

RÉCIT – Dans les années 1820, alors qu'un conflit fait rage entre Grecs et Ottomans, ce sont d'abord les opinions publiques qui vont soutenir la cause des Grecs, contre l'avis de leurs dirigeants.

par Jacques de Saint Victor

Selon la tradition grecque, la journée du 25 mars 1821 marque le début du soulèvement des Grecs contre la domination ottomane.

Ce jour-là, à Patras, dans un des grands ports de la Morée (Péloponnèse), l'archevêque Germanos aurait lancé un appel aux armes digne d'un général vendéen :

«La race impie des Turcs a comblé la mesure des iniquités ; l'heure d'en purger la Grèce est arrivée (...) ; armez-vous donc race hellénique, deux fois illustre par vos pères.»

NDLR: Et un islamophobe ! Et un !!

Même si les historiens contemporains doutent de cette date précise, la légende officielle a gardé le jour symbolique de l'Annonciation comme le début de cette guerre d'indépendance grecque qui aboutira neuf ans plus tard, en 1830, à la naissance d'un nouvel État en Europe, marquant le renouveau d'une identité hellène qui avait disparu au XV^e siècle, quelques années après la chute de Constantinople (1453).

Athènes était tombée dans les mains des Turcs en 1458, la Morée en 1460.

L'équilibre du Congrès de Vienne

Si, au départ, en 1821, les «souverains de la chrétienté», en particulier les Autrichiens, ne voient pas d'un bon œil cet indépendantisme grec, c'est parce qu'il risque d'ébranler l'équilibre chèrement acquis au Congrès de Vienne en 1815.

NDLR : Rien n'a vraiment changé. L'Europe dirigeante entière continue à subir les provocations du néo-sultan Erdogan, sans trop moufter ... pour le moment.

En affirmant le principe de légitimité, les monarchies avaient tenté d'effacer les malheurs engendrés par les guerres révolutionnaires et napoléoniennes, faites au nom du principe des nationalités.

Certes, l'Empire ottoman n'était pas partie prenante de ces négociations européennes, mais il était difficile d'accepter qu'un peuple se libère de son souverain en Orient sans risquer la même chose en Occident.

Ce conflit gréco-ottoman, en apparence romantique, mais en réalité sanglant et confus, est une des premières expressions du renouveau du nationalisme qui marquera tout le XIX^e siècle et aboutira à la naissance de grandes nations européennes, comme l'Allemagne (1870) ou l'Italie (1861).

Le chancelier autrichien Metternich, grand artisan de l'Europe d'après 1815, ne veut pas entendre parler de révolution et, quand bien même les Turcs oppriment les Grecs, rien ne mérite, selon lui, de soutenir ces derniers:

«300.000 ou 400.000 individus pendus, empalés, égorgés, cela ne compte guère», lâche-t-il avec cynisme.

NDLR2: Comme n'ont pas compté les milliers d'Arméniens, massacrés par les Turcs cette année.

Les Anglais défendent aussi le statu quo car les grandes maisons de commerce ne veulent pas de trouble en Orient et l'Angleterre craint la naissance d'une nouvelle puissance qui fragiliserait sa suprématie maritime en Méditerranée.

La France, qui avait alors un prisme culturel plus latin que grec, contrairement aux Allemands par exemple, n'est pas loin de la position anglaise dans cette «question d'Orient».

Louis XVIII hésite à soutenir une révolution, tandis que les

Russes, s'ils se sentent comme orthodoxes un devoir de solidarité avec l'Église grecque, restent prudents au départ au nom du «concert européen».

NLDR3 : Comme Poutine, en ce début d'année, en Arménie.

De sorte que les indépendantistes sont conduits à compter d'abord sur eux-mêmes, ayant demandé en vain l'appui du président américain, Monroe, au moment même où celui-ci forge sa fameuse doctrine de non-intervention (1823).

Combat sans merci

Après la proclamation de l'indépendance de la Grèce lors de l'assemblée d'Épidaure en 1822, la guerre s'intensifie contre les armées turques, dont la désorganisation était alors légendaire, ce qui n'empêche pas «l'homme malade de l'Europe», comme on surnommait l'Empire ottoman, de mener un combat sans merci, massacrant femmes et enfants.

En face, d'intenses luttes intestines font prendre parfois à ces combats les aspects d'une guerre civile sanglante, les belligérants passant du désespoir à l'exaltation patriotique derrière le comte Capo d'Istria.

Ce sont donc surtout les opinions publiques qui, contre l'avis de leurs dirigeants, vont soutenir au départ la cause des Grecs.

NDLR4: C'est l'opinion publique qui s'indigne de la subvention pour la ci-devant mosquée turque de Strasbourg. Les dirigeants ne mouftent pas voire collaborent.

Monarchistes catholiques et libéraux agnostiques s'entendent en France dans la défense d'un projet de civilisation – on parle parfois à l'époque de «patriotisme chrétien».

NDLR5: "Résistance Républicaine" avant l'heure !

En mai 1821, à la Chambre des députés, le libéral protestant Benjamin Constant désire, contre le gouvernement, *«le triomphe de la Croix sur le Croissant»*, rédigeant même un *Appel aux nations chrétiennes en faveur des Grecs*, et il est soutenu par son adversaire ultra, le vicomte de Bonald qui écrit dans le *Journal des débats*: *«La civilisation n'est que le christianisme appliqué à l'état social.»*

NDLR6 : Et deux islamophobes ! Et deux !!

Des sociétés «philhellènes» se constituent un peu partout en Europe et de grands auteurs, comme Chateaubriand ou le poète anglais lord Byron, prennent fait et cause pour l'indépendance des Grecs.

Byron s'impliquera même de sa personne et y perdra la vie à Missolonghi, en 1824, à seulement 36 ans.

Des artistes, en particulier des musiciens, comme Berlioz, ou des peintres, comme Delacroix et son célèbre *Massacres de Scio*, se mobiliseront contre les tueries ottomanes.

En ce sens, la guerre d'indépendance de la Grèce annonce certains de nos conflits humanitaires modernes, où l'opinion publique force parfois la main des gouvernants.

La France, «mère spirituelle»

Il faudra attendre l'année 1827 pour que les grandes puissances, la France, l'Angleterre et la Russie finissent par s'engager et écraser un peu par hasard la flotte turque à Navarin.

Victor Hugo s'enflammera, saluant dans une ode cette nouvelle victoire de Lépante:

«Le vrai Dieu sous ses pieds foula(i)t le faux prophète».

NDLR7 : Et un islamophobe ! Et un !!

Les Français mèneront ensuite une expédition terrestre en Morée, puis les Russes interviendront, conduisant finalement les Turcs, le 24 avril 1830, à accepter le protocole de Londres accordant l'indépendance de la Grèce. Reste à définir le régime à établir à Athènes (république ou monarchie) et ce sera le début d'une longue «course à l'abîme», selon le terme consacré.

Il n'en demeure pas moins que la France a été le pays qui dépensa le plus d'argent dans cette aventure, qui lui fit perdre plus d'un millier d'hommes (1).

Aussi, le controversé ministre Varoufakis pourra-t-il déclarer en 2015, au moment de la crise des dettes souveraines:

«Pour nous, les Grecs, la France n'est pas un simple partenaire, c'est une mère spirituelle.»

(1) Sur tous ces points, voir Antoine Roquette, «La France et l'indépendance de la Grèce ou le romantisme dans les relations internationales», Éd. Du Félin, 2020.

<https://www.lefigaro.fr/international/quand-des-philhellenes-romantiques-soutenaient-la-grece-face-a-l-empire-ottoman-20210323>